



PAM – FAO Burkina Faso

Proposition conjointe au Gouvernement de Belgique



Pays:	Burkina Faso
Titre de projet:	Renforcement de la résilience et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ménages agropastoraux vulnérables dans la Région du Nord du Burkina Faso
Demande de financement:	3 000 000 €
Bénéficiaires:	2 500 ménages, soit 17 500 personnes
Durée du projet:	12 mois

Description du contexte

Contexte Général

Pays sahélien enclavé, le Burkina Faso a une population estimée à près de 20 millions d'habitants dont 80 pour cent vit de l'agriculture. Ce secteur d'activité dépend fortement d'une seule saison de pluie dont les irrégularités ont un impact sur le rendement agricole. Avec plus de 40 pour cent de la population qui vit sous le seuil de pauvreté, le pays est classé 182ème sur 189 pays, selon l'indice de développement humain. La sécurité alimentaire et la nutrition restent des problèmes majeurs au Burkina. Le pays était classé 88ème sur 117 selon l'Indice Mondial de la Faim en 2019.

Au Burkina Faso, l'accès à la terre et à l'eau est très important dans la production agricole et permet à la population de résister aux chocs exogènes.

La forte croissance démographique et les pratiques intensives de production ont causé une pression accrue sur les ressources naturelles, surtout dans les régions du Centre Nord, Nord, Sahel, de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins. En effet, on estime que plus de 170 000 ha de végétation naturelle sont perdus chaque année suite à la dégradation des terres et à la déforestation. A cette allure, le Burkina perdra 15 % de ses terres agricoles dans les dix prochaines années (Banque Mondiale, 2016).

Depuis janvier 2016, le Burkina Faso est sujet à des attaques de groupes armés non-étatiques. D'abord localisées dans la région du Sahel (partie nord du pays), ces attaques se sont peu à peu répandues dans les régions du Nord, du Centre-Nord et de l'Est pour ensuite s'intensifier et toucher l'ensemble du territoire. Cela a provoqué le déplacement de milliers de personnes par vagues successives. La montée de l'insécurité dans certaines parties du Burkina Faso plonge le pays dans une situation humanitaire préoccupante.

A la fin du mois d'avril 2020, plus de 848 000 personnes avaient été forcées de fuir les conflits, et de nouveaux déplacements étant signalés quotidiennement. Le Burkina Faso a fait face en 2019 à la crise de personnes déplacées internes (PDI) la plus importante au monde et la tendance se poursuit en 2020.

Du fait de cette crise humanitaire sans précédent, 2,2 millions de personnes sont en besoin d'assistance d'urgence (Plan de Réponse Humanitaire, janvier 2020). La détérioration de la situation sécuritaire dans le

pays a des conséquences négatives sur des secteurs tels que la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et l'économie locale.

En effet, au 13 Mars 2020, 135 centres de santé étaient fermés et 140 autres offraient des services à minima du fait des incidents de sécurité, affectant près de 1,6 million de personnes. Cela constitue un risque majeur pour la situation nutritionnelle des plus vulnérables notamment les femmes et les enfants de moins de cinq ans. En outre, l'augmentation des déplacements de populations aggrave les vulnérabilités existantes, en particulier pour les femmes et les jeunes enfants.

En plus des crises sécuritaire, humanitaire et alimentaire, le Burkina Faso est dorénavant affecté par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Deux cas de COVID-19 ont été signalés à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso début mars 2020. Ouagadougou a une population de deux millions d'habitants. Depuis, l'épidémie s'est propagée rapidement à travers le Burkina Faso avec 9 des 13 régions affectées (l'Est n'est pas encore touché à la date du 13 mai). Au 10 mai, 760 cas confirmés et 50 décès avaient été signalés. Le risque de propagation du virus dans tout le pays malgré les mesures prises par le gouvernement est dû aux faiblesses existantes des infrastructures de santé et aux insuffisances en termes de capacité de réponse.

En outre, la potentielle augmentation du nombre de personnes touchées par la pandémie de COVID-19 au cours des prochains mois, risque d'amplifier les besoins humanitaires, et créer des difficultés additionnelles pour les ménages les plus vulnérables déjà en insécurité alimentaire. De plus, les mesures de prévention et mitigation du gouvernement pour faire face à la pandémie risquent d'engendrer des difficultés d'assistance aux personnes vulnérables et d'avoir des conséquences socio-économiques sur une grande partie de la population.

Région du Nord

Les populations de la région du Nord subissent régulièrement des chocs et catastrophes naturels mais depuis 2016 elles sont également impactées par l'insécurité. Cette nouvelle situation vient aggraver des vulnérabilités structurelles et provoque le déplacement des populations à l'intérieur de la région. Cela entraîne l'abandon des activités pastorales et agricoles, ainsi que l'accroissement du nombre de personnes sans ressources. Ce départ des zones de production a un impact important sur le niveau de production agricole nationale qu'il est nécessaire de compenser avec de nouvelles stratégies.

Les éleveurs sont aussi confrontés à de multiples défis : vols de troupeaux dans les zones instables mais aussi impossibilité de pratiquer la transhumance. Ceux qui ont dû fuir leur domicile ont dû vendre leur bétail à des prix dérisoires. Certains ont pu fuir avec leurs troupeaux, mais cela représente une pression additionnelle sur les ressources des communautés hôtes (en pâturages et eau), ce qui risque à terme d'exacerber les tensions entre communautés.

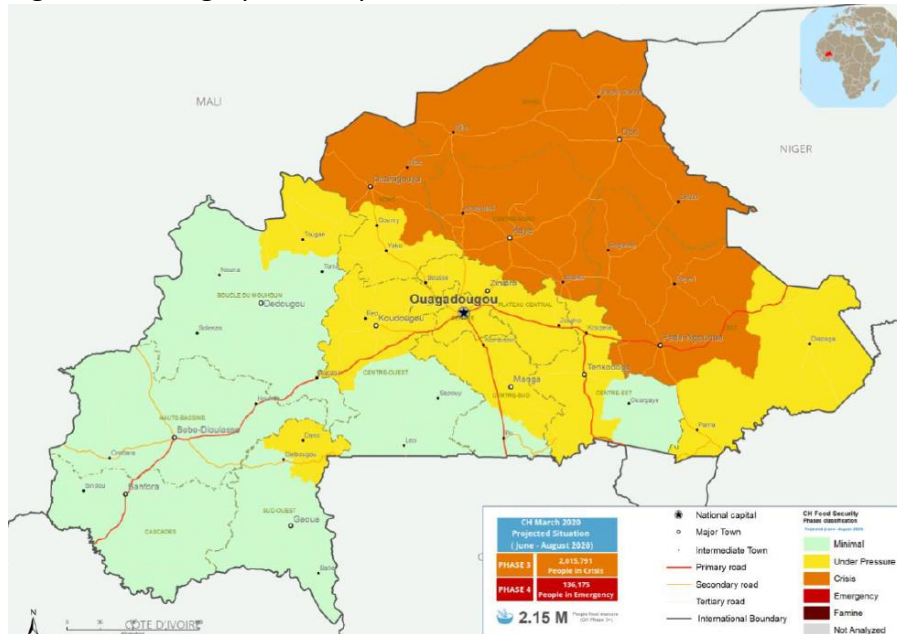
Cette perturbation des systèmes agro-pastoraux est très problématique, dans une zone où l'élevage est l'une des premières sources de revenu, avec pour corollaire la dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Analyse des besoins

Le contexte sécuritaire sans précédent au Burkina Faso a un fort impact sur le niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. En effet, les résultats du Cadre Harmonisé de Mars 2020 révèlent que 2,15 millions de personnes auront besoin d'assistance alimentaire d'urgence pendant la saison de soudure (juin - août 2020).

Selon les résultats de l'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë, la province du Yatenga (région du Nord) est en phase d'insécurité alimentaire sérieuse (IPC phase 3) depuis décembre 2019.

Figure1 : Cartographie des provinces dans les différentes classes de l'insécurité alimentaire



Sur le plan nutritionnel, selon les résultats de l'enquête nutritionnelle nationale de 2019, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans était estimée à 25,4%. Cette prévalence cache des disparités au niveau régional et la région du Nord présentait une prévalence de 24,3% se situant au-dessus du seuil d'alerte de l'OMS. La prévalence de la malnutrition aiguë de la province du Yatenga, la plus élevée de la région du Nord est estimée à 9,2%. Quant à l'insuffisance pondérale, elle reste précaire avec une prévalence de 14,1%. De plus, la région du Nord est celle où la proportion d'enfants de 6-23 mois ayant reçu au moins quatre groupes d'aliments est la plus faible du pays, de 15,1% contre 24,2% au niveau national. Le score de diversité alimentaire acceptable (16,0%) dans la région du Nord, quoique plus élevé que le niveau national (13,8%) reste faible.

La dernière enquête Rapid Smart du PAM réalisée en octobre 2019 (portant sur les PDI et les populations hôtes dans les zones à forte concentration de PDI au Centre Nord et Sahel), a mis en évidence une détérioration notable de l'état nutritionnel du groupe le plus vulnérable de la population, à savoir les enfants âgés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et femmes allaitantes. L'enquête a révélé que les niveaux d'urgence (établis par l'OMS) de malnutrition aiguë globale (MAG) et de malnutrition aiguë sévère (MAS), étaient dépassés dans plusieurs localités. Selon l'enquête, les communautés d'accueil sont autant touchées par la malnutrition que les PDI. Il convient de noter que l'évaluation a été menée dans des zones spécifiques à forte concentration de PDI, mais la situation pourrait s'avérer similaire dans d'autres sites non étudiés, notamment dans la région du Nord.

Les ménages vulnérables se retrouvent dans une situation de vulnérabilité économique et développent des stratégies de crise qui sont susceptibles d'accentuer la détérioration des actifs productifs du ménage.

Le contexte actuel invite à la mise en œuvre d'interventions adéquates et intégrées, notamment en termes de changement de comportement mettant l'accès sur les liens entre production agricole et une alimentation saine, diversifiée et nutritive.

Les résultats de la campagne agricole 2019/2020 établis en novembre 2019 par le comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA) affichent une production céréalière prévisionnelle de

5 029 321 tonnes. Comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2018-2019, celle de 2019-2020 est en baisse de 2,92%. Des disparités sont observées entre les différentes régions : dix-sept (17) provinces sont déficitaires notamment celles de la Région du Nord à savoir le Yatenga, la Zoundama, le Passoré et le Loroum.

Sur le plan pastoral, les résultats d'évaluation des ressources pastorales 2019-2020, indiquent un bilan fourrager déficitaire de plus de 5 millions de tonnes de matière sèche (MS) à l'échelle nationale. En outre, environ 400 000 bovins et 1 500 000 petits ruminants seront exposés à un risque élevé de mortalité. Cela entraînerait une perte estimée à 110 371 443 387 FCFA pour l'ensemble des ménages éleveurs vulnérables. Les difficultés d'accès aux champs, les destructions d'infrastructures de production, les vols et les pertes de bétail occasionnés par l'insécurité, ainsi que l'intensification des conflits intercommunautaires, entravent le fonctionnement des marchés et détériorent davantage les moyens d'existence des ménages.

Dans un contexte de crise complexe et multidimensionnelle, il est essentiel de mener des activités visant à la fois à assurer la sécurité alimentaire, promouvoir des moyens d'existence résilients et améliorer l'état nutritionnel des couches vulnérables des PDI et populations hôtes.

Description du projet

L'insécurité et les besoins humanitaires croissants compromettent non seulement les gains acquis en termes de développement, mais aussi la cohésion sociale au Burkina Faso. Dans ce contexte extrêmement volatile, des investissements adéquats dans la sécurité alimentaire, l'agriculture et l'élevage peuvent contribuer au relèvement et à la résilience des populations affectées, mais aussi réduire les facteurs potentiels de tensions. Les différends entre les usagers des ressources rurales sont effectivement des facteurs exacerbant les conflits intra- et intercommunautaires. Dans le contexte actuel, ce projet permettra donc d'opérationnaliser le nexus humanitaire-développement-paix et inverser la tendance actuelle de la crise afin de préserver les générations futures.

La plupart des PDI se sont retrouvés sans actifs productifs (terres, cheptels, etc.) ou ne sont plus en mesure de mener leurs activités génératrices de revenus comme cela était le cas dans leur village d'origine (boutiques de commerce, étals de marchés, etc.). Ce qui rend très complexe leur capacité à se nourrir eux même ainsi que les membres de leur famille et à subvenir à leurs besoins essentiels.

Afin d'assurer l'égalité des chances et de soutenir la coexistence mutuelle, le projet cible les populations déplacées et les communautés d'accueil pour faire face au risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Ainsi, l'appui à une agriculture résiliente permettra de soutenir le secteur économique rural, de répondre aux besoins immédiats de manière durable et de renforcer la résilience des populations. En outre, investir dans des secteurs clés comme l'agriculture et l'élevage est primordial pour prévenir et atténuer l'instrumentalisation et l'extension des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles entre populations vulnérables. Le secteur agro-sylvo-pastoral, notamment, est source d'opportunités d'emplois pour les jeunes et offre des alternatives aux mécanismes de survie dangereux (exode, intégration dans les groupes armés, etc.).

Au regard des besoins alimentaires et nutritionnelles, les agences combineront des interventions nutritionnelles avec des activités de création d'actifs, de renforcement des moyens d'existence pour les populations déplacées et communautés hôtes ainsi que la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles. Les activités de relèvement précoce choisies et définies conjointement entre le PAM et la FAO seront mises en place selon une approche intégrée. Etroitement liées au calendrier de productions agricole et pastorale, elles devront être menées dans une dynamique participative avec les bénéficiaires. Aussi, les agences utiliseront l'outil de Planification Communautaire Participative (PCP), au niveau local. Cet outil « de bas en

haut » garantit que la voix des communautés soit écoutée et qu'elle soit déterminante lors de la définition des priorités. La PCP sera utilisée pour élaborer des plans multisectoriels adaptés aux priorités locales et pour garantir leur appropriation par les communautés.

Les bénéficiaires seront identifiés sur la base d'une liste consensuelle et participative mise au point par les déplacés internes et les populations d'accueil, ainsi que sur la base du registre unique des personnes Vulnérables identifiées dans la zone d'intervention. La méthodologie de ciblage sera communautaire et prendra en compte les capacités productives en priorité des femmes et des jeunes, ainsi que des personnes vivant avec un handicap.

La prise en compte du genre et des jeunes dans la mise en œuvre des activités contribuera effectivement de façon indirecte à apporter une réponse non seulement à l'exode rurale et/ou à l'émigration.

Les deux agences mettront en œuvre leurs activités en ligne avec la Politique nationale genre (PNG) adoptée par le gouvernement en 2009. A travers leurs Plans Stratégiques de Pays, la FAO et le PAM encouragent une transformation dynamique et durable des relations entre hommes et femmes au Burkina Faso. Leur engagement en faveur de l'égalité des sexes est en droite ligne avec les politiques et les orientations du gouvernement. Sur cette base, ce projet continuera de renforcer l'intégration de la problématique hommes-femmes et les conditions de protection.

La zone d'intervention du projet a été définie sur la base de trois principaux critères au niveau province : i) le statut de province déficitaire du point de vue céréalier, ii) le statut de province déficitaire du point de vue fourrager, (iii) l'importance du nombre des PDI et iv) le statut nutritionnel.

Les zones à potentialités hydro-agricoles seront mises en valeur tant pour la culture de contre saison que pour la saison hivernale avec une production orientée vers la consommation humaine et/ou animale. Il s'agira de soutenir les PDI et les populations hôtes pour (i) améliorer les capacités de production agricole des bénéficiaires par un accès sécurisé à des terres et par des aménagements productifs, (ii) la reconstitution de leur cheptel, l'amélioration des revenus des ménages vulnérables à travers les activités génératrices de revenus, (iii) l'amélioration de leur production agricole et (iv) la promotion d'une alimentation saine et nutritive ainsi que la lutte contre toutes formes de malnutrition.

Ce système gagnant – gagnant permettra de mettre en œuvre une assistance intégrée qui permettra de contenir l'insécurité alimentaire croissante et son impact nutritionnel désastreux sur les populations.

Au regard de ce qui précède, des actions d'urgence et de relèvement s'avèrent indispensables pour répondre aux besoins immédiats d'environ 2 500 ménages vulnérables des Communes de Namissiguima, Seguenega et Oula, de la Province du Yatenga. Il s'agira de :

- Couvrir les besoins alimentaires immédiats des populations vulnérables pour leur participation à la création des actifs productifs ;
- Promouvoir la production agricole de saison sèche avec des spéculations / à cycle court et à grande valeur nutritionnelle ;
- Sauvegarder et protéger les moyens d'existence des ménages vulnérables pasteurs et agropasteurs à travers la distribution d'aliment bétail, de petits ruminants et la couverture sanitaire des animaux ;
- Réduire le niveau de pauvreté des ménages vulnérables victimes des attaques des groupes armés non étatiques ;
- Promouvoir les bonnes pratiques essentielles d'alimentation, de nutrition et en chaîne de valeurs

Les deux agences prendront en compte le renforcement des capacités de sorte à créer et renforcer les compétences endogènes, et permettre aux structures étatiques de s'approprier les actions sur le moyen/long terme .

Les activités du projet auront un impact positif dans la mitigation des effets socio-économiques de la crise liée à la pandémie Covid-19. Cela se traduira notamment par la réhabilitation et le renforcement des

moyens d'existence des ménages, ainsi que le maintien et l'augmentation de la production alimentaire dans les zones d'intervention. Les modalités opérationnelles des deux agences ont été adaptées en vue d'assurer le respect des consignes sanitaires et gouvernementales dans la mise en œuvre des activités, afin de lutter collectivement contre la propagation de la pandémie.

Tableau1 : Répartition des ménages

Province	Commune	Nb ménage PDI	Nb ménage hôte	Total ménages
Yatenga	Namissiguima	250	250	500
	Oula	600	300	900
	Seguenégua	800	300	1100
Total	3	1650	850	2500

Ce projet conjoint FAO – PAM « Renforcement de la résilience et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ménages agropastoraux vulnérables dans la Région du Nord du Burkina Faso », contribuera à la transformation sociale et sera mis en œuvre dans les communes de Namissiguima, Oula et Seguenegua de la Province du Yatenga travers les objectifs, résultats et activités suivantes :

Objectifs spécifiques	Résultats	Activités
OS1 : Accroître la résilience des communautés faces aux chocs actuels et renforcer les moyens d'existences agro-sylvo-pastoraux par des activités génératrices de revenus et des pratiques agricoles innovantes, intégrées et inclusives	<p>Résultat 1.1 : des actifs productifs socialement et économiquement rentables sont créés et/ réhabilités dans les zones d'intervention et améliorent l'adaptation aux effets du changement climatique et des autres chocs</p> <p>Résultats 1.2 : couvrir les besoins alimentaires immédiats des ménages vulnérables ciblés sous forme de transferts monétaires à travers les marchés locaux</p> <p>Résultat 1.3 : Au moins 1750 femmes réduisent leur stratégie d'adaptation négative à travers des activités génératrices de revenus</p>	<p>Elaboration de PCP, constitution de bases de données de bénéficiaires, récupération de terres dégradées, aménagement de jardins maraichers et de boulis agro-pastoral.</p> <p>Assistance alimentaire et inclusion financière des ménages participants</p> <p>Appui à travers des transferts monétaires à 1 750 femmes pour la relance de leurs activités</p>
OS2 : Reconstituer le capital de production pastorale des ménages victimes des attaques des groupes armés non identifiés (GANI).	Résultat 2 : le capital de production pastorale des ménages victimes des attaques des GANI est amélioré	Fourniture de noyaux de petits ruminants, formation des ménages au soin des animaux, couverture sanitaire des animaux, appui bétail et formation pour les éleveurs
OS3 : Reconstituer le capital de production agricole des ménages victimes des attaques GANI	Résultat 3 : La capacité de production agricole des ménages vulnérables victimes des GANI est améliorée et diversifiée	Réalisation d'infrastructure d'eau et de production agricole, fourniture de kits de production maraichère, formation en technique de production maraichère, fourniture de semence et de sac à triple fonds

<p>OS 4 : Tenir des sessions de formation/sensibilisation sur les bonnes pratiques d'alimentation, conservation, pratiques culinaires, d'hygiène et assainissement</p>	<p>Résultat 4 : Des régimes alimentaires sains et équilibrés à travers l'Education nutritionnelle sont promus</p>	<p>Formation des partenaires techniques et des ménages cibles sur les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles, diffusion de messages radios sur les bonnes pratiques sur la promotion du dialogue et de la paix, organisation de groupes d'apprentissage et de suivi des pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (GASPA)</p>
--	---	---

Objectifs du projet

Objectif général

La présente proposition vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pasteurs et agropasteurs déplacés dans les communes hôtes suites aux attaques des groupes armés non étatiques.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques poursuivis par ce projet sont :

O.S1 : Accroître la résilience des communautés faces aux chocs actuels et renforcer les moyens existences agro-sylvo-pastoraux par des activités génératrices de revenus et des pratiques agricoles innovantes, intégrées et inclusives

O.S2 : Reconstituer le capital de production pastorale des ménages victimes des attaques des groupes armés non identifiés (GANI).

O.S3 : Reconstituer le capital de production agricole des ménages victimes des attaques GANI

O.S4 : Tenir des sessions de formation/sensibilisation sur les bonnes pratiques d'alimentation, conservation, pratiques culinaires, d'hygiène et assainissement ;

Mise en oeuvre et Coordination

Depuis janvier 2019, il existe une coordination pour la réponse humanitaire, pilotée par le Gouvernement du Burkina Faso afin de favoriser des interventions concertées avec les divers acteurs (agences des Nations Unies, Organisations non-gouvernementales, etc.). L'assistance aux personnes déplacées se fait de manière complémentaire entre les divers acteurs humanitaires, organisés en 7 Clusters : Abris / Eau, Hygiène et Assainissement [WASH] / Education / Nutrition / Protection (avec notamment Protection de l'Enfance et Violence basé du genre) / Santé /et Sécurité Alimentaire.

Le PAM et la FAO assurent le co-leadership du cluster sécurité alimentaire en coordonnant la réponse humanitaire aux PDI dans le pays.

Au niveau des Bureaux Pays, le PAM et la FAO vont signer une lettre d'entente définissant les axes de la collaboration entre les deux agences en lien avec les Plans Stratégiques Pays respectifs. Une note opérationnelle de responsabilité de mise en œuvre pour chaque projet sera élaborée en annexe.

La FAO et le PAM vont capitaliser sur leurs expériences conjointes pour mettre en œuvre le présent projet. Depuis 2019 la FAO et le PAM ont mis en œuvre des activités conjointes dans les régions du Sahel et du Centre Nord à travers les projets suivants :

- “Projet conjoint d’amélioration de l’accès à la sécurité alimentaire et moyens d’existence des déplacés internes et communauté d’accueil dans les communes de Barsalogho et de Djibo”
- “Assistance aux ménages vulnérables à l’insécurité alimentaire et aux ménages victimes de conflits communautaires dans la Région du Centre Nord - Burkina Faso”

Le PAM et la FAO ont des bureaux terrains dans la région de mise en œuvre du projet. Le PAM a en outre accompagné les services techniques du gouvernement à la mise en place d’un groupe de travail technique de coordination des activités intégrée de résilience. Ce groupe sera mis à contribution pour la coordination et l’intégration efficaces des activités en lien avec les priorités du Gouvernement.

Les deux agences travailleront en étroite collaboration avec les services spécialisés des ministères du secteur de la sécurité alimentaire (agriculture, ressources animales), de la santé et de la nutrition. Leurs réseaux d’encadrement et d’appui aux producteurs seront mis à contribution pour la mise en œuvre des activités sur le terrain. Les collectivités territoriales seront de même sollicitées. Il s’agira notamment des conseils régionaux et communaux, qui participeront au processus de ciblage, assureront le suivi des activités et faciliteront l’accès des déplacés au foncier. Enfin, sous la supervision directe de la FAO et du PAM, les organisations non gouvernementales et les partenaires de mise en œuvre faciliteront les échanges d’information portant sur le ciblage des populations et ils appuieront également la coordination, l’appui logistique aux activités de distribution et l’organisation des formations des bénéficiaires. Parallèlement des prestataires privées seront sollicités pour la réalisation de certaines activités telles que les distributions de transferts monétaires, la livraison des équipements, le transport d’agrégats, la régis pour certains aménagements, etc.

Le projet bénéficiera de l’expertise et de l’expérience de la FAO pour l’accès au savoir, le partage et la gestion des connaissances au niveau global, et de leur application au niveau du Burkina Faso.

Evaluation et suivi

Le suivi et l’évaluation (S&E) de toutes les activités seront respectivement alignés sur la politique de chaque agence. Les équipes techniques des deux agences, chargées de la mise en œuvre du projet mettront en place un dispositif de suivi-évaluation coordonné. A cette fin, des missions régulières de suivi seront effectuées aussi bien par les bureaux de terrain que par les équipes des Bureaux Pays. Le suivi des processus et des résultats, y compris les indicateurs transversaux, seront recueillis au moyen des rapports des partenaires coopérants et du suivi des bénéficiaires par le personnel de terrain des deux agences.

Les indicateurs de résultats seront suivis au moyen des enquêtes PDM « post-distribution monitoring » en collaboration avec le gouvernement, d’autres organismes des Nations Unies et les ONG.

La collecte, l’analyse et la diffusion des résultats et des rapports seront conformes aux méthodologies et aux fréquences décrites dans les Corporate Results Framework du PAM (2017-2021).

Les deux agences s’occuperont des différents types de suivi qui seront mis en œuvre au cours de la période couverte par le projet, notamment :

- le suivi post-distribution (Post-distribution Monitoring, PDM) ;
- le suivi mensuel des bénéficiaires assistés et tonnage distribués
- le suivi du niveau de sécurité alimentaire des ménages.

Les données seront collectées sur le terrain par voie électronique (smartphones) sur la base des questionnaires de suivi. Les enquêtes seront effectuées auprès des bénéficiaires et de tous partenaires

participant au projet. Compte tenu du niveau de détérioration de la situation sécuritaire dans certaines régions, le PAM envisage également la mise en place du mVAM, qui est une stratégie de collecte des données via le téléphone auprès des bénéficiaires permettant de réduire les risques liés à l'insécurité.

Le projet a une durée d'un an. Il sera mis en œuvre suivant un plan de travail annuel détaillé. Les informations générées par le suivi des activités en cours seront consolidées pendant les missions d'appui effectuées par des unités techniques des deux structures.

Les principales actions clés prendront donc en compte :

- La validation des listes de bénéficiaires du projet ;
- La capitalisation des expériences et des leçons apprises ;
- L'évaluation périodique du projet indiquant les activités réalisées, les résultats atteints, les contraintes rencontrées, les conclusions et les recommandations

Rapports et visibilité

En avril 2021, le PAM transmettra à la Belgique un rapport d'exécution annuel (Annual Country Report, ACR) pour rendre compte de l'utilisation des contributions reçues en 2020. Ce rapport standard compile l'ensemble des activités mises en œuvre en 2020 et permettra à l'Ambassade de Belgique d'avoir une vue d'ensemble du projet et des autres interventions du PAM au Burkina Faso.

Le PAM et la FAO veilleront, dans la mesure du possible, à privilégier toute forme de visibilité liée à la contribution de la Belgique. En fonction de l'évolution de la situation sécuritaire, une liste d'activités de communication et de visibilité seront mises en œuvre.

Budget

Budget par structure:

Budget	Montants (€)
Activités du PAM :	1 312 963:
- Résilience et moyens d'existence (SO4 PAM/ OS1 du projet)	216 679
- Nutrition (SO3 PAM/ OS4 du projet)	96 284
Coûts indirects et de support du PAM	172 037
Sous-total pour le PAM	1 485 000 €
Activités de la FAO :	1 039 500:
- Agriculture (OS3 du projet)	415 800
- Elevage (OS2 du projet)	311 850
- Nutrition (OS4 du projet)	103 950
- Activités génératrices de revenu (OS1 du projet)	207 900
Coûts indirects et de support de la FAO	445 500 €
Sous-total pour la FAO	1 485 000 €
Sous-total PAM FAO	2 970 000€
Fee WFP 1%	30 000€
Total	3 000 000€